

20200612 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/25339/on-les-suppliait-d-arreter-de-nous-frapper-ils-chantaient-et-riaient-la-police-croate-accusee-de-violences-envers-des-migrants>

Actualités



Un migrant montre sa blessure à la main causée selon lui par la police croate. Amnesty International a publié d'autres photos de blessures plus graves, que la rédaction d'InfoMigrants a choisi de ne pas diffuser. Crédit : Danish Refugee Council

"On les suppliait d'arrêter de nous frapper. Ils chantaient et riaient" : la police croate accusée de violences envers des migrants

Par [Charlotte Oberti](#) Publié le : 12/06/2020

Un rapport d'Amnesty International révèle que des actes de violences et d'humiliation ont été perpétrés par la police croate envers des migrants dans la nuit du 26 au 27 mai près de la frontière avec la Bosnie, entraînant plusieurs blessures graves. L'un des migrants frappés cette nuit-là doit désormais se déplacer en chaise roulante, affirme l'ONG.

La police croate est de nouveau visée par des accusations de violences envers les migrants. Un rapport publié jeudi 11 juin par Amnesty International, qui s'appuie sur six témoignages de migrants et sur ceux de docteurs qui les ont soignés, affirme que ces forces de l'ordre ont battu, torturé et humilié pendant des heures un groupe de 16 personnes qui tentaient d'entrer illégalement dans le pays.

Les scènes de violences se sont déroulées dans la nuit du 26 au 27 mai dans la région des lacs de Plitvice, près de la frontière avec la Bosnie, affirme l'ONG. "Entre huit et dix personnes vêtues d'uniformes noirs et de cagoules identiques à ceux utilisés par la police spéciale de

Croatie ont tiré des coups de feu en l'air puis ont frappé à plusieurs reprises les hommes [alors qu'ils étaient maintenus] avec des barres en fer, des bâtons et les crosses de leurs pistolets", peut-on lire dans le rapport. "Ils ont ensuite étalé du ketchup, de la mayonnaise et du sucre qu'ils avaient trouvé dans un des sacs à dos, sur les têtes ensanglantées des migrants, leurs cheveux et leurs pantalons."

Le ministère croate de l'Intérieur a, de son côté, immédiatement démenti "des allégations qui comme d'habitude et sans aucune preuve mettent en cause la police croate accusée de blesser des migrants".

Nez et bras cassés, points de sutures sur le crâne

Selon plusieurs migrants interrogés par Amnesty International, ces scènes se seraient apparentées à des humiliations gratuites. "Nous les avons supplié d'arrêter et d'avoir pitié. Nous étions déjà épuisés, incapables de bouger et humiliés, il n'y avait aucune raison de continuer à nous frapper et à nous torturer", témoigne Amir, originaire du Pakistan, qui a eu un bras et le nez cassés à la suite de ces violences. L'arrière du crâne d'Amir, fendu par les hommes armés, a par ailleurs dû être recousu par des médecins, précise l'organisation.

Malgré son état, les policiers n'ont toutefois pas fait preuve d'empathie. "Ils prenaient des photos de nous avec leur téléphone, ils chantaient et riaient", raconte encore Amir. À l'image de ce dernier, dix hommes ont été gravement blessés cette nuit-là, assure Amnesty.

>> À (re)lire : ["À la frontière entre la Bosnie et la Croatie, on est traités comme des animaux"](#)

"Ils ne nous ont pas laissé dire quoi que ce soit quand ils nous ont arrêtés. Ils ont simplement commencé à nous frapper", indique dans le rapport Tariq, 33 ans, qui doit désormais se déplacer en chaise roulante pour se remettre de ses blessures. "Alors que j'étais couché au sol, ils m'ont frappé à la tête avec la crosse d'un pistolet et j'ai commencé à saigner. J'ai essayé de protéger ma tête des autres coups mais ils m'ont donné des coups de pieds et ont frappé mes bras avec des barres en fer."

Un autre migrant présent cette nuit-là a raconté qu'un homme masqué l'avait aspergé de mayonnaise sur son pantalon au niveau de l'entre-jambes tandis que les camarades du policier chantonnaient d'un air moqueur "Joyeux anniversaire".

Après près de cinq heures d'"abus continus", les migrants ont été remis aux garde-frontières croates qui leur ont ordonné de marcher jusqu'en Bosnie, malgré les blessures évidentes dont ils souffraient et le fait que certains aient été "couverts de sang", toujours selon l'ONG. Cinq d'entre eux n'ont pas eu la force de marcher et ont dû être récupérés plus tard par une association à l'aide de véhicules.

"Escalade terrifiante des violations des droits de l'Homme"

Pour Amnesty International, ces faits constituent une "escalade terrifiante des violations des droits de l'Homme par la police à la frontière entre la Croatie et la Bosnie". "L'Union européenne ne peut plus rester silencieuse et ignorer délibérément les violences et les abus

commis par la police croate à la frontière", a déclaré dans le communiqué Massimo Moratti, directeur adjoint de l'antenne européenne d'Amnesty.

La publication de ce rapport a d'ailleurs fait réagir la Commission européenne, qui a réclamé à Zagreb une "enquête approfondie". "La violence, l'humiliation et les traitements dégradants des demandeurs d'asile et migrants n'ont pas leur place dans l'Union européenne et doivent être condamnés", a déclaré vendredi un porte-parole de l'exécutif européen, Adalbert Jahnz. La Commission prévoit d'envoyer, quand la situation sanitaire le permettra, une mission sur place, dans le cadre d'un mécanisme de surveillance du respect des droits fondamentaux par les autorités aux frontières lié à l'allocation de fonds européens.

Plus tôt dans la journée, le ministère croate de l'Intérieur a pour sa part "[rejeté] l'idée qu'un policier croate puisse faire une telle chose et avoir un mobile pour cela", ajoutant cependant qu'une enquête serait ouverte sur ces accusations. Le ministère a par ailleurs tenu à rappeler qu'au moment du "présumé incident, une rixe entre migrants avait éclaté en Bosnie près de la frontière croate", faisant "deux morts et un grand nombre de blessés parmi les migrants".

>> À (re)lire : [En Croatie, une campagne de déforestation pour mieux surveiller la frontière](#)

Ces accusations visant les forces de l'ordre croates sont les dernières en date d'une longue série : plusieurs ONG alertent en effet depuis 2016 sur des cas d'abus de la part des policiers, certains ayant engendré des fractures, aux frontières de la Croatie.

La police renvoie par ailleurs ces candidats à l'exil sans même leur permettre de demander l'asile en Europe, des push-backs au sujet desquels la Cour européenne des droits de l'Homme a récemment demandé des explications à Zagreb.

Début mai, plusieurs sources avaient révélé que des migrants avaient été marqués à l'aide de bombes de peinture par les forces de l'ordre croates alors qu'ils tentaient de pénétrer illégalement dans le pays, dans ce qu'ils estimaient être une tactique d'humiliation. Les autorités croates avaient pour leur part réagi en qualifiant ces accusations de "complètement absurdes".